

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Questions d'actualité – 1^{er} mars 2015

1. Réforme de l'Islam de France : un bon potentiel et des mesures dans l'ensemble approuvées.

⇒ Les annonces de B. Cazeneuve sur la réforme de l'organisation de l'Islam de France ne sont pas passées inaperçues : **50% des Français disent en avoir entendu parler** (mais 19% voir précisément de quoi il s'agit). Les questions de mémorisation spontanée de l'actualité de la semaine devraient nous donner des indications plus précises sur la réception de ces annonces.

⇒ **Les mesures proposées sont saluées**, malgré quelques réticences lorsque l'on donne le sentiment de subventionner les cultes :

- 67% des Français approuvent « *la création d'une organisation composée des acteurs de l'Islam de France qui se réunira deux fois par an pour dialoguer avec le Gouvernement sur les questions liées à l'Islam* » (de 79% des sympathisants socialistes à 46% des électeurs de M. Le Pen).
- 63% « *la création d'un diplôme universitaire formant notamment à l'histoire française pour compléter la formation religieuse des imams et des aumôniers* » (majoritaire partout, y compris auprès des électeurs MLP : 53%).
- Mais **seuls 50% se disent favorables à « la mise en place de systèmes de surveillance renforcés et financés par l'Etat pour protéger les mosquées »** (l'explicitation du financement par l'Etat – donc les impôts – a certainement soulevé des réticences), dont 61% à gauche mais 39% à droite dont 19% seulement à l'extrême-droite.

➤ *Les Français ont identifié le sujet et commencent à entendre que l'on agit. Pour la suite, deux écueils paraissent à éviter :*

- *brouiller notre message de clarté sur la laïcité, qui reste le repère et la demande essentielle de l'opinion (d'où la nécessité d'en expliciter les contours) ;*
- *renvoyer la question de l'Islam aux tensions sur le terrorisme, qui ne ferait que conforter les représentations déjà très dégradées (c'est un sujet important post-Charlie pour les Français, mais en faire un enjeu majeur pourrait aussi se retourner : s'il est trop remué et s'hystérise, d'autres pourraient s'avérer plus crédibles que nous pour apporter des réponses...).*

2. Poursuite des réformes : une demande toujours aussi forte, mais un peu moins de radicalités.

⇒ La demande est toujours aussi forte. **52% des Français souhaitent « accélérer » le rythme des réformes et 25% le « maintenir », contre seulement 21% le « ralentir ».** Il s'agit de proportions

très proches de celles enregistrées en septembre dernier, au moment où les jugements sur l'action politique avaient atteints un point historiquement bas face au sentiment de blocage et d'immobilisme.

Comme en septembre, **les sympathisants socialistes sont le plus en demande** de réformes : ils ne sont que 11% à souhaiter ralentir leur rythme, contre 55% l'accélérer et 30% le maintenir.

⇒ **Est-ce à dire que rien ne s'est passé aux yeux de l'opinion depuis l'automne dernier ? Non : la demande de réformisme semble évoluer.**

A l'automne dernier, de nombreux indicateurs laissaient transparaître des formes de radicalité importantes. L'impatience était devenue massive face à une situation économique qui se dégradait et le sentiment d'un pays bloqué dans ses rigidités. La contestation du système atteignait des sommets, provoquant une demande de « tout changer » et une appétence pour des solutions dures, y compris au sein de la gauche.

Nous avons, depuis, montré une volonté de nous remettre en mouvement (qui s'était traduite en fin d'année par un début de décrispation). **L'opinion se met, dès lors, à regarder d'un peu plus près les conditions et conséquences de ces réformes.**

⇒ Sur la méthode, **le 49-3 a conforté ses représentations d'une classe politique principal facteur de blocage du pays.** 58% des Français désignent aujourd'hui « *les élus et les hommes politiques* » comme « *principal obstacle à la réforme* », bien devant « *les Français qui refusent le changement* » (23%) et « *les syndicats qui défendent des intérêts particuliers* » (17%). C'est une **hausse de plus 10 points par rapport à l'automne**, où ils n'étaient « que » 47% à désigner les hommes politiques comme le principal obstacle à la réforme (contre 30% les Français et 22% les syndicats).

Les clivages partisans restent faibles sur ces jugements : 59% à gauche et 54% à droite incriminent en premier les politiques. Seul le Front national se distingue en critiquant plus que les autres les hommes politiques (à 68%) et en dédouanant les Français (10%).

⇒ **Sur le fond, maintenant que l'on recommence à croire la réforme possible, on veille à ce qu'elle ne fasse pas n'importe comment.** Lorsqu'on demande ainsi aux Français d'arbitrer entre justice et compétitivité, ils se montrent **plus attentifs à la justice** : 60% pensent que réformer le pays doit avant tout « *répartir plus justement les richesses produites dans le pays et les efforts demandés aux Français* » (+6 points par rapport à septembre) contre 39% qui préfèrent lui assigner comme objectif prioritaire « *permettre à la France d'être plus compétitive pour résister dans la mondialisation* ».

Sur cette opposition largement artificielle (l'opinion attend en réalité les deux), un clivage droite-gauche se redessine (65% des électeurs socialistes mettent en avant la justice, 55% des électeurs UMP la compétitivité).

⇒ **La réduction de la dette publique, testée séparément, reste l'une des grandes attentes.** 75% des Français la jugent « *importante* » ou « *prioritaire* » (dont 31% « *tout à fait prioritaire* ») contre 24% seulement « *secondaire* ». Les sympathisants socialistes ne se distinguent pas.

Seule la gauche radicale se détache : 39% jugent la réduction de la dette secondaire (mais 48% continuent à la juger « *importante* » et même 23% « *tout à fait prioritaire* »).

Il s'agit cependant, là aussi, d'une **décrispation par rapport à avril dernier**, où 41% des Français jugeaient cet objectif « *tout à fait prioritaire* » (et une même proportion à gauche, ce qui était

anormalement élevé) : **le spectre des crises financières s'éloignant, la demande de radicalité sur ces sujets s'éloigne aussi** (mais pas l'importance qu'on y accorde).

⇒ Il faudra cependant plus que des indices ponctuels pour que les résultats nous soient crédités. **Seuls 31% des Français acceptent l'idée que « la baisse du chômage en janvier est un signe que la politique économique actuelle du gouvernement fonctionne »**, contre 69% qui ne le croient pas. Même les électeurs de F. Hollande restent échaudés : 56% créditent le gouvernement de la baisse du chômage, 44% non.

A noter que **les plus méfiants sont les électeurs de M. Le Pen (12%)** – parce que les plus fragilisés ? – ; **mais aussi ceux de J.L. Mélenchon (18%)**, plus réticents même que les électeurs de N. Sarkozy (22%) à voir dans ces chiffres la marque de l'action du gouvernement : **la gauche de la gauche, même si elle ne refuse pas en bloc nos orientations politiques** (divisés sur la loi Macron ; sur la réduction des déficits etc.), **garde une opposition idéologique très forte au gouvernement.**

➤ *La demande de réformes est toujours la clé et la bouée principale de l'action politique dans l'opinion, mais s'affine. Si le sentiment de blocage et d'immobilisme est encore très présent, pour la première fois le mouvement commence à se voir. Il fallait « casser le mur », et pour cela ne pas prendre de gants. Maintenant que l'on peut commencer à avancer, même laborieusement « centimètre par centimètre », relâcher la pression serait vu comme une incongruité (et le capital acquis de réformisme s'évaporerait aussitôt), mais parallèlement l'opinion commence à regarder un peu plus en détail les objectifs préférés et les chemins à prendre (et donc, aussi, les valeurs sur lesquelles s'appuyer).*

Ce début d'atténuation du sentiment d'urgence, qui était la principale cause de la conversion des Français au pragmatisme économique, pourrait rendre plus nécessaires la mise en avant des arguments en soutien de la politique économique, autant sur le fond (aider les entreprises à créer de l'emploi tout en maintenant le sérieux budgétaire) que sur les résultats (premiers accords de branches, quelques signes de reprise). Au fur et à mesure de la décrispation de l'opinion, l'attrait du mouvement « pour le mouvement » a en effet vocation à s'affaiblir (même s'il reste encore à des niveaux très élevés).

1. Une gestion de l'épidémie de grippe faiblement contestée

⇒ 59% des Français pensent que l'Etat met en œuvre des mesures suffisantes pour gérer cette épidémie, dont 63% des 65 ans et plus.

2. Elections départementales : faible mobilisation, et davantage à droite qu'à gauche.

⇒ **Les élections départementales restent modérément identifiées.** Seuls 56% des Français savent qu'elles auront lieu au mois de mars. 17% pensent qu'elles auront lieu plus tard en 2015 et 27% ne savent pas.

Les moins de 35 ans sont particulièrement peu au courant (29%), les plus de 65 ans les plus impliqués (77%).

⇒ Ces chiffres se retrouvent dans les prévisions de participation. **46% des Français se disent « certains » d'aller voter** (43% pour le JDD), mais seulement 24% des moins de 35 ans contre 60% des plus de 65 ans.

Politiquement, les électeurs les plus mobilisés sont ceux du Front National (55% de prévision de participation), puis ceux de l'UMP (50%) puis du Parti socialiste (46%). A noter qu'au sein de la gauche, les électeurs de gauche radicale ne sont pas beaucoup plus motivés (48%), et que ceux d'EELV le sont nettement moins (38%).

⇒ Les réformes d'organisation du scrutin ne sont guère plus connues : 64% n'ont pas d'avis sur le fait que le nouveau scrutin favorise la parité (et un sur deux n'a pas entendu parler des binômes) ; 69% ne savent pas s'il prend mieux en compte la répartition de la population sur le territoire (même si le redécoupage est plus connu : 67% des Français en ont entendu parler). Seuls 28% des Français savent que les conseillers départementaux sont désormais élus en une seule fois tous les 6 ans.

Adrien ABECASSIS